

E-Questions aux candidats au Conseil d'Etat genevois

Madame, Monsieur,

Notre Fédération cherche à communiquer au monde politique et aux médias un certain nombre des préoccupations et des aspirations de nos concitoyens d'origine turque.

La section genevoise de notre Fédération est particulièrement sollicitée par nos membres et sympathisants en cette période électorale.

Par-delà leur sensibilité politique, diverse et variée, qui pourrait les guider dans le dédale des candidatures et des programmes électoraux, une préoccupation commune majeure revient régulièrement. Cette préoccupation constitue le sujet de notre article que vous pouvez consulter sur notre site internet (www.fatsr.org) et qui, par ailleurs, a été également porté à la connaissance de nos membres et sympathisants par voie de notre Newsletter N° 20.

Nous désirons faire suivre cet article d'une suite de questions adressées aux candidats aux élections, avec leurs réponses. Ces questions se trouvent ci-dessous, et nous vous serions reconnaissants de bien vouloir y répondre en quelques lignes. Vos réponses seront publiées sur notre site.

Les besoins des citoyens ne se mesurant pas simplement en termes de logement, emploi, mobilité, etc, mais aussi de dignité, de considération et de respect, nous pensons que la problématique que nous soulevons a toute sa place dans la campagne électorale et vous remercions par avance de votre contribution.

Avec l'expression de notre profonde considération.

Celâl Bayar Président



Fédération des Associations Turques de Suisse Romande 9, rue de Crissier CP 648 CH-1020 Renens / Suisse

Fax: +41-21-566 71 83 E-M: info@fat-sr.com Web: www.fatsr.org



Antonio Hodgers - candidat « Parti Les verts »

1. Pensez-vous que l'on peut développer encore davantage le rôle international de Genève? Ou est-on arrivé à un point d'équilibre qu'il ne faut pas dépasser?

Le rôle international de Genève est de plus en plus concurrencé en Europe (Bonn par exemple) ou dans le monde. Il faut donc veiller à la renforcer.

2. Donnez une idée pour renforcer le rayonnement international de Genève.

Genève doit prendre le leadership sur les nouvelles questions climatiques et environnementales qui vont mobiliser la communauté internationale pendant des décennies maintenant.

3. Dans le cadre des Protocoles de Zurich signés entre la Turquie et l'Arménie en octobre 2009 et qui prévoient la création d'une sous-commission d'historiens, seriez-vous favorable à ce que Genève s'engage et prête son cadre pour des réunions/conférences, voir pour abriter une telle commission en vue de la résolution du différend entre les deux pays?

Oui, c'est tout à fait son rôle. Le DFAE devrait être plus actif dans ce sens-là et garder une certaine neutralité sur le conflit qui oppose les acteurs.

4. Le cas échéant, seriez-vous prêt à appuyer les initiatives dans ce sens de la Berne fédérale?

Oui, en tant que Conseiller national, je connais bien les arcades de la Berne fédérale.

5. Est-ce que le projet de la Ville d'ériger un mémorial contesté sur son territoire (voir l'article) est de sa seule compétence, ou au contraire pensez-vous que l'Etat a son rôle à jouer?

La constitution genevoise prévoit que l'aménagement de pièce d'art ou mémoriaux sont de compétence communale. Il serait difficile d'impliquer l'Etat sur cette question-là.

6. "Genève, ville de paix internationale" affirment les slogans. Encore faut-il qu'en son sein la paix et le vivre-ensemble harmonieux entre ses diverses composantes soient favorisés. Dans ce sens, seriez-vous prêt à prendre des initiatives pour rapprocher les communautés d'origine turque et d'origine arménienne?

Le rapprochement par la base peut être le meilleur moyen d'amener les élites, à termes, à mieux se comprendre.

Si la société civile locale turque et arménienne manifeste une envie de rencontres constructives, l'Etat doit les soutenir.